

**Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international**

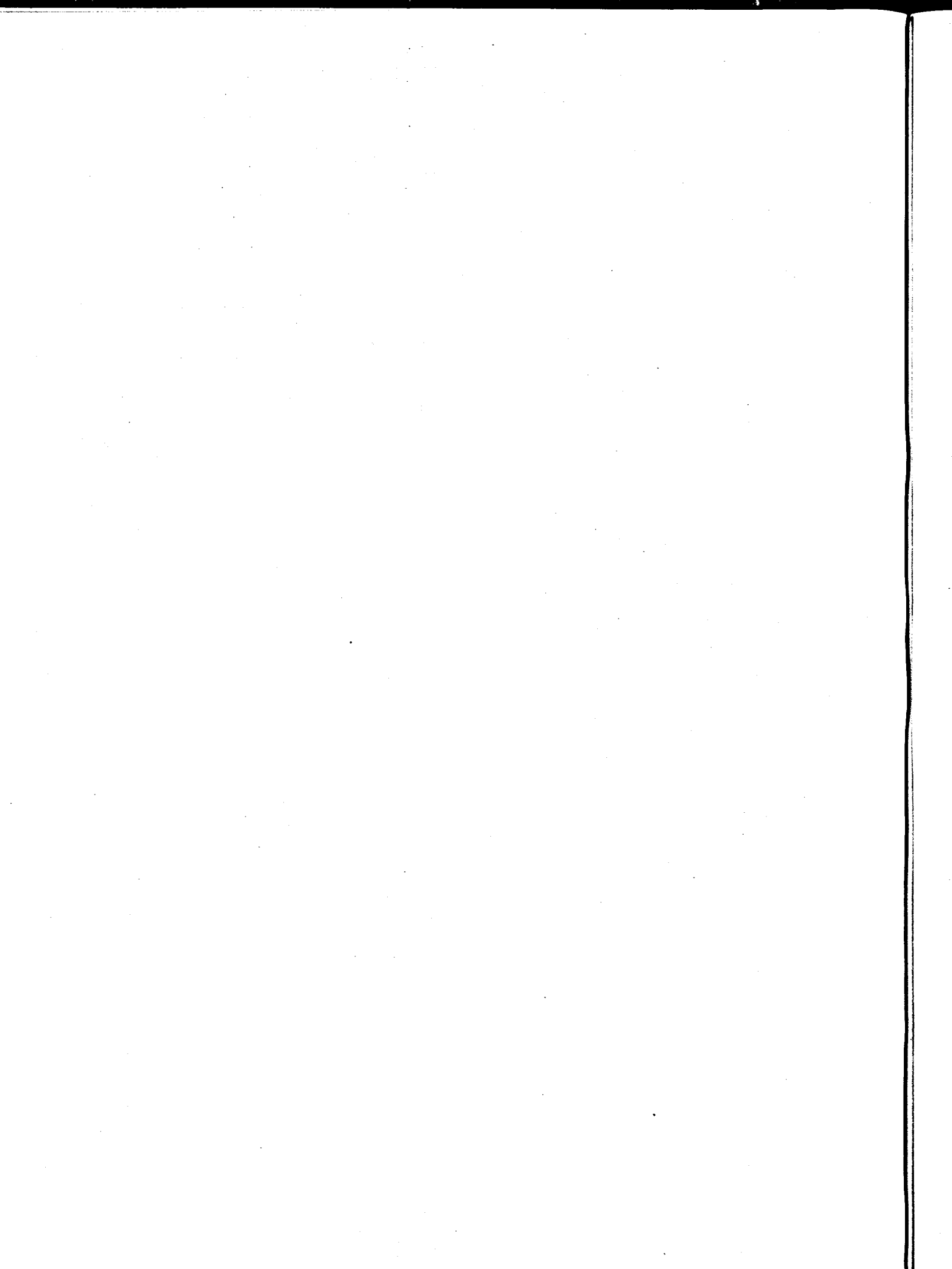
**Accès à l'information et protection
des renseignements personnels**

Rapport annuel, 1994-1995

Juillet 1995

Table des matières

	Page
Préface	3
Organisation et mise en application	4
Chapitre I - Accès à l'information	
Rapport statistique	7
Salle de consultation	8
Voies officielles et voies officieuses	8
Instrument de délégation	8
Appels interjetés devant la Cour fédérale	8
Chapitre II - Protection des renseignements personnels	
Rapport statistique	9
Voies officielles et voies officieuses	10
Instrument de délégation	10
Divulgence en vertu de l'alinéa 8(2)e	10
Usage et divulgation	10
Affaires portées devant les tribunaux	10
Annexe A - Rapport concernant la Loi sur l'accès à l'information	
Annexe B - Instrument de délégation	
Annexe C - Rapport concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels	
Annexe D - Instrument de délégation	



Préface

Responsabilités

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) est chargé au premier chef de la promotion et de la protection des intérêts du Canada à l'étranger ainsi que de la conduite des relations du Canada avec les autres pays. Ses principales fonctions consistent: à représenter efficacement le Canada à l'étranger et auprès d'organisations internationales par des relations étroites, des communications et des négociations avec d'autres gouvernements et organisations; à évaluer les renseignements de nature politique, économique ou autre, susceptibles d'influer sur les intérêts du Canada; à conseiller le gouvernement, souvent avec la collaboration des autres ministères, concernant la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant une portée internationale; à coordonner le volet extérieur et la mise en oeuvre des politiques nationales en matière de promotion des exportations, de défense et de sécurité, d'aide au développement, et d'échanges culturels et scientifiques; à montrer le caractère bilingue et multiculturel de la société canadienne aux autres peuples; et à protéger les citoyens canadiens à l'étranger et à leur venir en aide.



Organisation et mise en application

Le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a toute l'autorité voulue pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur est chargé d'élaborer, de coordonner et de mettre en oeuvre les politiques, lignes directrices et procédures visant à assurer que le Ministère se conforme aux exigences de ces lois. Le Bureau du Coordonnateur à Ottawa traite toutes les demandes présentées au Ministère en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels, qu'elles soient soumises au Canada ou à des missions à l'étranger. Le Coordonnateur relève du Conseiller juridique adjoint. Outre le Coordonnateur, le sous-ministre des Affaires étrangères, le sous-ministre délégué des Affaires étrangères, le sous-ministre du Commerce international, le sous-ministre adjoint des Affaires politiques et de la Sécurité internationale, le Conseiller juridique et le Conseiller juridique adjoint disposent aussi des pleins pouvoirs en la matière, et tous les chefs de mission ont le pouvoir d'intervenir en vertu de l'alinéa 8(2) m) de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Le Gouvernement du Canada conserve les documents et renseignements qui lui sont fournis à titre confidentiel par les gouvernements étrangers. On encourage les autres institutions fédérales à consulter le MAECI pour établir le niveau de confidentialité des renseignements ainsi fournis ou pour définir dans quelle mesure leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. Le Bureau du Coordonnateur est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers, lesquelles s'effectuent habituellement par l'entremise de nos missions. Le Bureau s'occupe également des demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens présentées par les gouvernements étrangers. Le Ministère recueille aussi, en vertu de diverses dispositions législatives ou autres, une quantité appréciable de renseignements commerciaux qui lui sont fournis de manière confidentielle par des entreprises oeuvrant à l'étranger ou traitant avec des gouvernements étrangers. Lorsque, après réception d'une demande visant de tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte adéquatement les parties intéressées avant de divulguer tout document que ce soit. Le Bureau du Coordonnateur a également souvent l'occasion de transmettre des renseignements personnels aux organismes d'enquête fédéraux.

En plus du Coordonnateur, le Bureau de l'AIPRP est doté de trois agents et de trois employés de soutien, qui s'occupent tous, à temps plein, de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et des fonctions connexes. La composition du personnel du Bureau, qui emploie des agents du Service extérieur permutants et des spécialistes non permutants, lui permet de bénéficier à la fois d'une expérience approfondie des questions d'AIPRP et de connaissances poussées concernant les politiques et le fonctionnement d'un grand ministère polyvalent. Un seul poste d'agent a changé de titulaire au cours de l'exercice, en raison d'une mutation normale dans le contexte du service extérieur.

Nombre de cas

En 1994-1995, le Ministère a reçu 288 demandes présentées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et 45 demandes présentées en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, soit un total de 333 demandes officielles d'information. Le Bureau a en outre dû donner suite à 182 demandes de consultation en provenance d'autres ministères fédéraux et à 108 demandes de renseignements personnels présentées en vertu de l'alinéa 8(2) e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Il a aussi reçu 72 demandes officieuses et 27 demandes visant des sujets divers. Ces chiffres tiennent compte d'un certain nombre de demandes d'intervention auprès de gouvernements étrangers pour qu'ils communiquent des renseignements, et des demandes présentées au gouvernement canadien par trois gouvernements étrangers pour qu'il consente à la déclassification de certains renseignements.

Ces données révèlent un accroissement considérable de la charge de travail par rapport à l'exercice précédent. Si l'on s'en tient aux chiffres, le nombre des demandes a augmenté de 15 % environ, mais compte tenu de la nature des demandes et de la complexité de plusieurs d'entre elles, on estime que la charge de travail s'est alourdie de 20 %. S'acquitter de cette charge de travail qui ne cesse de croître avec des ressources demeurant stables, tout en assurant le maintien des normes de qualité en matière de services, pose un défi permanent.

Plaintes

Vingt-quatre plaintes ont été reçues pendant l'année par les deux bureaux des Commissaires, qui se sont ajoutées à 12 plaintes non encore réglées reportées de l'exercice précédent. Les enquêtes menées, au nombre de 29, ont permis de régler 13 plaintes alors que 16 autres étaient déclarées non fondées. Sept plaintes étaient encore à l'étude à la fin de l'exercice.

Ces chiffres indiquent une diminution du nombre de plaintes de l'ordre de 25 %. Bien que le nombre des plaintes ne puisse servir de barème en matière de qualité des services, on estime que ces données fournissent une indication encourageante du fait que cette dernière n'a pas souffert indûment de l'augmentation de la charge de travail.

Autres responsabilités

En plus de traiter les demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels, le Bureau du Coordonnateur fournit avis et conseils aux services du Ministère relativement à l'application des lois. Des séances d'information sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels ont été offertes, notamment au personnel du Centre de services, aux agents consulaires et aux membres du Cabinet des ministres. Le Coordonnateur a en outre mis au point puis dispensé, dans le cadre du programme de formation mis sur pied par l'Institut canadien du service extérieur à l'intention des nouveaux agents destinés aux filières politique/économique, commerciale/économique et consulaire/administrative, des modules de formation en AIPRP conçus sur mesure. Le Coordonnateur est le point de contact du Ministère pour la collecte de renseignements et la recherche sur l'opinion publique (bien que cette fonction soit exercée au sein du Secteur des communications). Le Ministère enregistre quotidiennement les nouvelles demandes dans le Système de coordination des demandes d'accès à l'information (SCDAI)

et il le consulte pour demeurer au fait de l'éventail des demandes qui sont traitées au sein de l'appareil gouvernemental. Le Ministère contribue financièrement au fonctionnement du système de repérage de l'AIPRP et participe aux consultations interministérielles s'y rapportant.

Programme d'examen des dossiers

Le Bureau du Coordonnateur a la responsabilité d'examiner les dossiers avant de les transférer aux Archives nationales. Le Coordonnateur dirige une équipe formée d'agents supérieurs du service extérieur à la retraite, lesquels passent les dossiers en revue pour établir s'ils peuvent ou non être accessibles au public. Il s'agit d'un programme unique au sein des institutions gouvernementales, et qui a permis aux chercheurs d'avoir accès à davantage de renseignements relatifs à la conduite des relations internationales par le Canada. Pendant l'exercice visé, des efforts considérables ont été consacrés à diminuer l'important arriéré touchant les dossiers en attente de transfert. Le Bureau est en outre parvenu à un accord avec les Archives concernant la réduction du nombre de dossiers devant faire l'objet d'un examen préalable (bon nombre de dossiers seront plutôt transférés et ne seront dépouillés que s'ils font l'objet d'une demande). Il a par ailleurs obtenu des ressources supplémentaires pour mener un blitz dans le but de réduire encore l'arriéré. Ce programme a été couronné de succès et a permis d'éliminer les deux-tiers des dossiers restants. Au cours des années à venir, l'arriéré pourrait être complètement éliminé et l'examen des dossiers mené à bien avec des ressources beaucoup plus restreintes.

Chapitre I - Accès à l'information

Rapport statistique - Interprétation/Explications

Durant l'exercice 1994-1995, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a reçu 288 demandes présentées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Quarante et une demandes ont par ailleurs été reportées de l'exercice antérieur. Sur ce total de 329 demandes, 268 ont été entièrement traitées durant la période à l'étude; 61 autres ont été reportées, bon nombre de demandes ayant été reçues au cours des dernières semaines de l'exercice. Cent trente-sept demandes ont été traitées en 30 jours ou moins et 62 autres ont été traitées en moins de 60 jours. Le reste (69) a pris plus de 60 jours. Bien que le nombre, exprimé en pourcentage, des demandes traitées en moins de trente jours ait légèrement diminué par rapport à l'exercice précédent, signalons que le nombre de demandes dont le traitement a exigé plus de 60 jours a lui aussi diminué.

Les demandes entièrement traitées se répartissaient comme suit :

communication totale	78
communication partielle	101
aucune communication (exemption)	14
aucune communication (exclusion)	-
transmission	13
traitement impossible	33
désistement	25
traitement officieux	4
TOTAL :	268

Les rapports statistiques ne tiennent pas compte des demandes de consultation. Le Ministère a reçu 182 demandes du genre des autres ministères. L'envergure et la complexité de bon nombre de ces demandes ne cesse de croître, et surtout certains dossiers volumineux des Archives nationales.

Si l'on examine les pourcentages, la ventilation des demandeurs ne fournit pas d'indication claire quant aux utilisateurs finaux, étant donné que cette information doit être établie en fonction des renseignements contenus dans les demandes. La ventilation n'est guère différente de celle de l'an dernier. La proportion de demandeurs dans la catégorie « entreprises » a légèrement augmenté; dans la catégorie « public », les chiffres peuvent englober des demandeurs des quatre autres catégories si les renseignements fournis sont insuffisants. La catégorie « établissements d'enseignement » est sans doute artificiellement faible, et cela en raison des possibilités uniques d'accès sans formalités qui sont offertes aux chercheurs par la Section des affaires historiques du Ministère.

médias	79
établissements d'enseignement	18
entreprises	87
autres organismes	25
public	79

Les coûts indiqués à l'annexe A constituent une estimation des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur. Il s'agit des coûts totaux liés à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels. Il serait difficile, voire impossible, d'évaluer le coût global de ce service pour le Ministère, d'autant plus que le coût le plus important est en général le temps et le travail qui seraient autrement consacrés aux autres tâches des diverses sections du Ministère.

Pour le rapport statistique complet, prière de consulter l'annexe A.

Salle de consultation

Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau de l'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère y sont à la disposition du public. Durant l'exercice, un petit nombre de personnes ont choisi de se présenter à la salle de consultation pour examiner des documents communicables, plutôt que de payer des frais de photocopie.

Voies officielles et voies officieuses

Comme la Loi vise à compléter plutôt qu'à remplacer les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information, les demandes non officielles peuvent être adressées au Bureau de l'AIPRP, ainsi qu'aux directions générales du Ministère, au Service des relations avec les médias, à la bibliothèque ou aux missions à l'étranger.

Les demandes officielles sont traitées uniquement par le Bureau de l'AIPRP. Le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels consacre beaucoup de temps aux consultations avec le Service des relations avec les médias et les directions générales concernées, afin de s'assurer que leurs réponses aux demandes de renseignements sont conformes aux dispositions des deux Lois.

Instrument de délégation

À l'annexe B figure la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

Appels interjetés devant la Cour fédérale

Le Ministère a un appel en instance devant la Cour fédérale afin d'obtenir une exemption. Le Commissaire, après le règlement d'une plainte, avait appuyé les autres demandes d'exemption présentées par le Ministère.

Chapitre II - Protection des renseignements personnels

Rapport statistique - Interprétation/Explications

Durant l'exercice 1994-1995, 45 demandes de communication de renseignements personnels ont été reçues par le Ministère. Une demande a été reportée de l'exercice précédent. Sur ces 45 demandes, 40 ont été traitées comme suit :

communication totale	23
communication partielle	8
aucune communication (exemption)	0
traitement impossible	5
désistement	2
transmission	2
TOTAL :	40

Vingt-huit des demandes traitées l'ont été en 30 jours ou moins, 12 autres en 60 jours ou moins, et aucune en plus de 60 jours. On constate une légère amélioration du pourcentage de demandes traitées dans les 30 jours et une nette diminution du temps de traitement excessif.

En tant que Conseiller principal du Ministère en matière de protection des renseignements personnels, le Coordonnateur fournit périodiquement des avis et des conseils sur des questions importantes et délicates concernant les politiques ministérielles, y compris sur le traitement et la protection des renseignements se trouvant dans les dossiers des employés et des renseignements personnels sur d'autres personnes, recueillis et conservés dans les dossiers du Ministère. Des séances d'information intraministérielles périodiques et l'expérience acquise ont rendu les employés plus conscients de la nécessité de répondre aux exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels, et les services ministériels, au pays et à l'étranger, consultent de plus en plus souvent le Bureau du Coordonnateur au sujet du traitement et de la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur traite également les demandes officieuses de communication de renseignements personnels contenus dans les banques de données du Ministère.

Les frais indiqués à l'**annexe C** constituent une estimation des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Comme il n'est pas pratique d'établir les coûts entraînés respectivement par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels, les chiffres regroupent les coûts relatifs aux deux lois.

Voies officielles et voies officieuses

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent d'avoir accès aux dossiers du personnel de manière officieuse et, habituellement, sans passer par le Coordonnateur. Les requêtes de particuliers ont été traitées aussi rapidement que possible, aussi bien par les voies officielles qu'officieuses.

Instrument de délégation

L'annexe D présente la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministère a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

Divulgence en vertu de l'alinéa 8(2)e)

Le Ministère a reçu de divers organismes d'enquête fédéraux 108 demandes de divulgation faites en vertu de l'alinéa 8(2)e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Ministère donne en général suite à ces demandes si elles sont présentées par écrit et si elles sont conformes aux exigences applicables.

Usage et divulgation

Compte tenu du fait que le Ministère n'administre qu'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a pas posé de problème.

Affaires portées devant les tribunaux

Un procès intenté par une personne concernant un refus de confirmer ou de rejeter une mesure touchant des renseignements personnels n'est pas encore terminé.

Institution Dept. of Foreign Affairs & International Trade Ministère des affaires étrangères et du Commerce international			Reporting period / Période visée par le rapport 94.04.01 - 95.03.31		
Source →	Media / Médias 79	Academia / Secteur universitaire 18	Business / Secteur commercial 87	Organization / Organisme 25	Public 79

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	288
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	41
TOTAL	329
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	268
Carried forward / Reportées	61

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	78	6. Unable to process / Traitement impossible	33
2. Disclosed in part / Communication partielle	101	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	25
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	-	8. Treated informally / Traitement non officiel	4
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	14	TOTAL	
5. Transferred / Transmission	13		

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 13(1)(a)	43	S. Art. 16(1)(a)	4	S. Art. 18(b)	-	S. Art. 21(1)(a)	35
(b)	4	(b)	1	(c)	-	(b)	36
(c)	7	(c)	1	(d)	-	(c)	23
(d)	-	(d)	-	S. Art. 19(1)	81	(d)	-
S. Art. 14	16	S. Art. 16(2)	7	S. Art. 20(1)(a)	4	S. Art. 22	-
S. 15(1) International rel. / Relations intern.	64	S. Art. 16(3)	-	(b)	10	S. Art. 23	10
Defence / Défense	-	S. Art. 17	1	(c)	12	S. Art. 24	-
Subversive activities / Activités subversives	1	S. Art. 18(a)	-	(d)	7	S. Art. 26	-

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68(a)	-	S. Art. 69(1)(c)	-
(b)	-	(d)	-
(c)	-	(e)	1
S. Art. 69(1)(e)	5	(f)	-
(b)	-	(g)	-

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	137
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	62
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	50
121 days or over / 121 jours ou plus	19

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	28	11
Consultation	1	9
Third party / Tiers	-	-
TOTAL		

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	-
Translations prepared / Traductions préparées	-
English to French / De l'anglais au français	-
French to English / Du français à l'anglais	-

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	180
Examination / Examen de l'original	-
Copies and examination / Copies et examen	-

* Combined figure for Access and Privacy activities. / Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.

IX Fees / Frais

Net fees collected / Frais net perçus			
Application fees / Frais de la demande	1430.	Preparation / Préparation	1091.
Reproduction	1966.	Computer processing / Traitement informatique	-
Searching / Recherche	3523.	TOTAL	8010.
Fees waived / Dispense de frais		No. of times / Nombre de fois	\$
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins		11	\$ 55.00
Over \$25.00 / De plus de 25 \$		5	\$ 543.00

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)		
Salary / Traitement	*	\$ 317,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	*	\$ 131,700
TOTAL	*	\$ 448,700
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)		
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)		7.





Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès
à l'information

En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'accès à l'information, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par la Loi. Le présent document remplace et annule celui daté du 20 juillet 1992.

ANNEXE

Poste

1. Sous-ministre, Commerce extérieur
2. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale
3. Conseiller Juridique du Ministère
4. Conseiller Juridique adjoint du Ministère
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels

DATE: le 17 janvier 1994

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ANNEXE C

Institution Department of Foreign Affairs & International Trade Ministère des affaires étrangères et du Commerce international	Reporting period / Période visée par le rapport 94.04.01 - 95.03.31
--	--

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	45
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	1
TOTAL	46
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	40
Carried forward / Reportées	6

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	23
2. Disclosed in part / Communication partielle	8
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	-
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	-
5. Unable to process / Traitement impossible	5
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	2
7. Transferred / Transmission	2
TOTAL	40

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	-
S. Art. 19(1)(a)	-
(b)	-
(c)	-
(d)	-
S. Art. 20	-
S. Art. 21	2
S. Art. 22(1)(a)	=
(b)	-
(c)	-
S. Art. 22(2)	-
S. Art. 23(a)	-
(b)	-
S. Art. 24	-
S. Art. 25	-
S. Art. 26	8
S. Art. 27	1
S. Art. 28	-

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 69(1)(a)	-
(b)	-
S. Art. 70(1)(a)	-
(b)	-
(c)	-
(d)	-
(e)	-
(f)	-

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	28
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	12
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	0
121 days or over / 121 jours ou plus	0

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	-	-
Consultation	-	-
Translation / Traduction	-	-
TOTAL	-	-

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	-
Translations prepared / Traductions préparées	-
English to French / De l'anglais au français	-
French to English / Du français à l'anglais	-

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	31
Examination / Examen de l'original	-
Copies and examination / Copies et examen	-

IX Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	-
Corrections made / Corrections effectuées	-
Notation attached / Mention annexée	-

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$317,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$131,700
TOTAL	\$448,700
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	7.

* Combined figure for Access and Privacy activities. Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.





Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

En vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 20 juillet 1992.

ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-ministre, Commerce extérieur	Tous les articles
2. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale	Tous les articles
3. Conseiller Juridique du Ministère	Tous les articles
4. Conseiller Juridique adjoint du Ministère	Tous les articles
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Tous les articles
6. Chef de poste ou de mission	Alinéa 8(2) (m)

DATE: le 17 janvier 1994

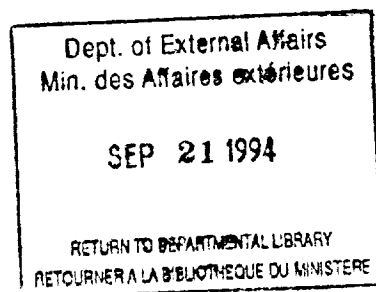
DOCS

CA1
EA
A13
1994

Department of Foreign Affairs and International Trade

Access to Information and Privacy Protection

Annual report 1993-94



May 1994

Table of Contents

	Page
Preface	3
Organization and Implementation	4

Part I - Access to Information

Statistical Report	7
Reading Room	8
Formal/Informal Interface	8
Designation Order	8
Appeals to Federal Court	8

Part II - Privacy

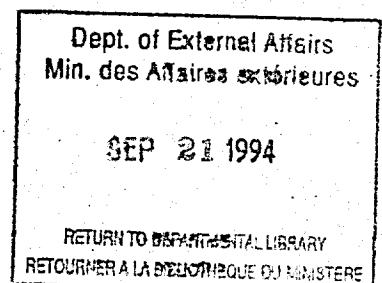
Statistical Report	9
Formal/Informal Interface	10
Designation Order	10
Disclosure under 8(2)(e)	10
Use and Disclosure	10
Court Cases	10

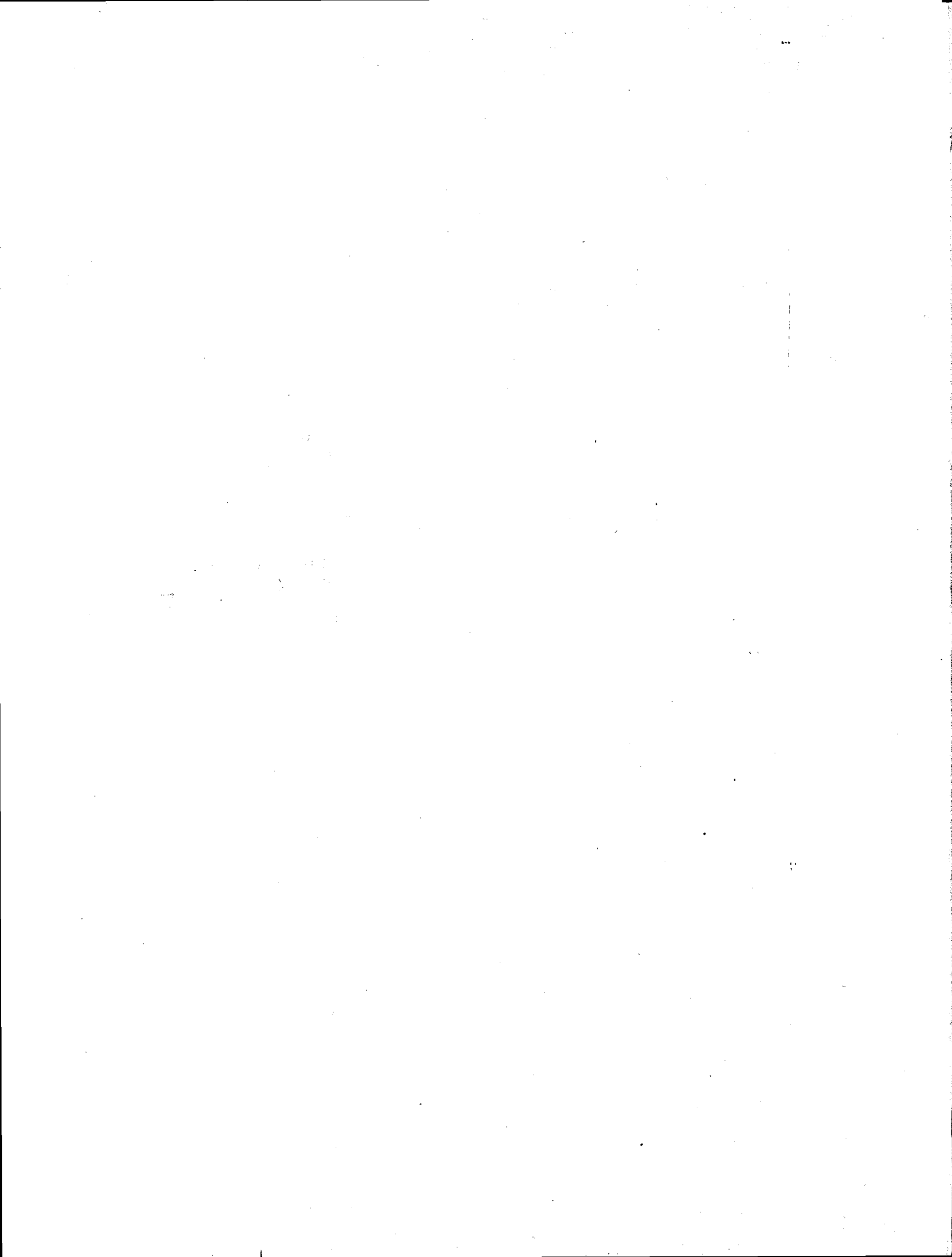
Annex A - Report on the Access to Information Act

Annex B - Designation Order

Annex C - Report on the Privacy Act

Annex D - Designation Order





Preface

Responsibilities

The Department of Foreign Affairs and International Trade has the primary responsibility for the promotion and protection of Canada's interests abroad and the conduct of Canada's relations with other countries. Its main functions are: to ensure the effective representation of Canada in other countries and in international organizations through close contact, communication and negotiation with other governments and organizations; to evaluate information about political, economic and other developments likely to affect Canada's interests; to give advice to the government, often in consultation with other departments, on the formulation and implementation of policies and programs with international dimensions; to ensure the co-ordination of the external aspects and application of national policies for export trade promotion, defence and security, development assistance, and cultural and scientific exchanges; to reflect to peoples abroad the bilingual and multi-cultural character of Canadian society; and to provide protection and assistance to Canadian citizens abroad.

Organization and Implementation

The Coordinator for Access to Information and Privacy Protection (ATIP) has been delegated full authority to exercise the powers of the Access to Information Act and the Privacy Act. The Office of the Coordinator is responsible for the development, co-ordination and implementation of effective policies, guidelines and procedures to manage the department's compliance with these Acts. All requests submitted to the department within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the Office of the Coordinator in Ottawa. The Coordinator reports to the Legal Advisor. In addition to the Deputy Minister for Foreign Affairs and the Coordinator, the Deputy Minister for International Trade, the Assistant Deputy Minister for Political and International Affairs, and the Legal Advisor are also designated with full powers, and all Heads of Mission are designated to act under Section 8(2)(m) of the Privacy Act.

The Canadian Government holds records and information received in confidence from foreign governments. Other federal government institutions are encouraged to solicit the assistance of the department in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of international affairs. The Coordinator's Office is responsible for consultations with foreign governments which are normally undertaken through Canadian posts abroad. Requests by foreign governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents are also processed by the Office. The department also collects, under various legislative authorities or otherwise, an appreciable amount of commercial information in confidence from companies operating abroad or dealing with foreign governments. In the event of requests for such information, the department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested parties before disclosing any records. The Coordinator's Office also has frequent occasion to convey personal information to federal investigative agencies.

During the past year the extensive organizational changes in the federal government had a modest but significant impact on this department. Most notable was the **name change** in November, 1993 from External Affairs and International Trade Canada to the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT). The Secretary of State for External Affairs is now titled the Minister of Foreign Affairs and his deputy the Deputy Minister for Foreign Affairs. The **Passport Office**, a special operating agency, was transferred in the June 25, 1993 reorganization to the Department of Public Security. However, pending the establishment of structural and legal frameworks to effect this change, the DFAIT ATIP Office continued to be responsible for its Access and Privacy business. In November, 1993, the Passport Office was transferred back to DFAIT. There was therefore no real change in the handling of passport-related ATIP requests during the reporting period. The **Investment Development Bureau** was transferred from Investment Canada in June 1993, and has been gradually integrated into this department. There have been no Access or Privacy requests involving information from this Bureau since the transfer. There has also been extensive internal restructuring in DFAIT over the past two years; these changes have been fully reflected in the 1993-4 edition of Infosource.

In addition to the Coordinator, the ATIP Office has a complement of three officers and three support staff, all of whom are dedicated to Access/Privacy and related functions on a full-time basis. This represents a gain of one support position as compared to recent years. A new Coordinator was appointed in July 1993; a new appointment has been made to one officer position; and an appointment was made to the newly created support staff position. The Office thus remained relatively stable and its mixture of rotational foreign service and non-rotational specialist staff reflects an appropriate balance between broad ATIP experience and detailed knowledge of the policies and workings of a large and multifaceted department.

Case Load

In FY 1993-94, the department received 258 requests under the Access Act, and 33 Privacy requests, or a total case load of 291 formal requests for information. This statistical decrease of about one quarter reflects the fact that this is the first full FY during which the DFAIT ATIP office has dealt with no immigration-related requests. Although numbers dropped, the workload represented by the remaining requests hardly diminished. A slight diminution of requests during the election period was balanced by an upsurge in the first three months of 1994. In addition, the Office processed 156 consultations from other government departments and 169 requests for personal information under Section 8(2)(e) of the Privacy Act. There were 76 informal requests and 24 miscellaneous. Included in the consultation statistics are a number of requests for consultation with foreign governments for release of information. In addition, 19 requests were received from four foreign governments for the declassification of information by the Canadian government.

Complaints

Thirty-two complaints were received during the year by the two Commissioners' Offices. Of 30 investigations completed, 14 were judged to be without justification. Twelve complaints were still under investigation.

Other responsibilities

In addition to the management of Access and Privacy requests, the Coordinator's Office provides advice and guidance to departmental units on compliance with the legislation. Briefings on Access to Information and Privacy were given, e.g. to audit and evaluation personnel, consular officers, and new directors at headquarters. The Coordinator is the departmental point of contact for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research, (although the function is carried out in the Communications Branch). The department reports new requests on a daily basis to the Coordination of Access to Information Requests (CAIR) system and consults it to stay abreast of the range of requests being processed across

government. The department contributes financially to the ATIP tracking system maintenance and participates in related interdepartmental consultations.

The Coordinator's Office is responsible for screening records for transfer to the National Archives. The Coordinator directs a team of retired senior foreign service officers who review records and determine whether they may be opened for public examination. This is a unique program among government institutions that has helped to provide access for researchers to greater volumes of information affecting Canada's conduct of international relations. The screeners had a very successful year, completing several blocks of files containing documents ranging from 1963 to the early eighties. In spite of this achievement, resource constraints, and the increasing volume of documents to be screened, have presented a major challenge to this program and have necessitated an ongoing examination of means by which the transfer of documents to the Archives could be expedited.

Part I - Access to Information

Statistical Report -- Interpretation/Explanation

During fiscal year 1993-94, the Department of Foreign Affairs and International Trade received 258 requests pursuant to the Access to Information Act. 37 requests were carried over from the previous reporting year. Of these 295 requests, 254 were completed during the period under review for a completion rate of 86 percent and 41 were carried forward. 125 requests were completed in 30 days or less and a further 65 were completed in less than 60 days. The remainder (64) required more than 60 days to complete.

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	93
Disclosed in part	61
Nothing disclosed (exempt)	6
Nothing disclosed (excluded)	2
Transferred	9
Unable to process	38
Abandoned	42
Treated informally	3
TOTAL COMPLETED	254

The statistical reports do not reflect consultations, of which the department received 156 from other departments. These can be quite time-consuming; reviewing bulky documentation from other departments relating to the NAFTA negotiations as well as major historical events such as the 1970 October crisis have been especially challenging.

In terms of percentages, the breakdown of requestors is not clearly indicative of end users since it must be inferred from information provided on the application. The proportion of "Business" requestors continues to fall; the "Public" category may contain any of the other four categories if no appropriate identification has been provided. The "Academic" category is probably artificially low because of the informal access program for scholars maintained by the department's historical section.

Media	70
Academic	7
Business	81
Organization	14
Public	86

The costs identified in Annex A are estimated salary and operations for the operation of the Coordinator's Office and are total figures for Access and Privacy. It would be difficult if not impossible to estimate the overall cost to the department, particularly when the most important cost in many cases is time and effort diverted from other operational responsibilities of departmental units.

Please refer to **Annex A** for the complete statistical report.

Reading Room

A reading room is available in the public access area of the department's headquarters adjacent to the ATIP Office. Current departmental manuals are available for review by members of the public. During the year, very few individuals opted to visit the reading room to examine releasable material rather than pay the related photocopying fees.

Formal/Informal Interface

Since the Act is intended to complement, rather than replace, existing procedures for access to government information, informal requests can be addressed to the ATIP Office, as well as to bureaux within the Department, the Media Relations Office, the Library or to missions abroad.

Formal requests are processed only by the ATIP Office. The departmental Coordinator for Access to Information and Privacy also devotes considerable time to consultation with the Media Relations Office and the program bureaux concerned to ensure that their replies to enquiries are consistent with the requirements of both Acts.

Designation Order

Attached as **Annex B** is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act.

Appeals to Federal Court

There are no outstanding appeals to the Federal Court.

Part II - Privacy

Statistical Report - Information/Explanation

During FY 1993-94, 33 Privacy requests were received by the department. Eight requests were carried over from the previous reporting year. Of these 41, 40 (98%) were completed during the reporting year, and processed as follows:

All disclosed	18
Disclosed in part	8
Nothing disclosed (exempt)	1
Unable to process	9
Abandoned	0
Transferred	4
TOTAL COMPLETED	40

27 (68%) of the completed requests were answered within 30 days, another 8 took up to 60 days, while 5 exceeded the 60-day limit.

The decline in privacy requests may reflect the termination of requests for immigration files, as well as an increasing tendency to provide personal information to employees and others through informal channels. The length of time taken to process some may also reflect the increasing difficulty of those that remained.

As Senior Advisor on Privacy for the department, the Coordinator regularly provides advice and guidance on important and sensitive policy issues, including the handling and protection of personal information on employee files and personal information on others gathered and held on departmental files. Regular intra-departmental briefings and accumulating experience are resulting in growing awareness of the need to meet the requirements of the Privacy Act and the Coordinator's Office is consulted with increasing frequency by departmental units at home and abroad on the proper handling and protection of information concerning individuals. Informal requests for personal information from the department's information banks are also handled in the Coordinator's Office.

The expenses given in **Annex C** are estimates of salary and operations for the Office of the Coordinator for Access to Information and Privacy Protection. The figures combine Access and Privacy since a breakdown for each Act is not practical.

Formal/Informal Interface

There is no change since the last report. Employees of the department continue to be able to access personnel files on an informal basis usually without recourse to the Coordinator. Requests from individuals have been handled as expeditiously as possible formally and informally.

Designation Order

Attached as **Annex D** is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act.

Disclosures under 8(2)(e)

169 requests for disclosure under Section 8(2)(e) of the Privacy Act were received by the department from federal investigative bodies. Such requests are ordinarily complied with provided they are submitted in writing and meet the necessary requirements.

Use and Disclosure

As the department controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem.

Court Cases

A suit by an individual concerning a refusal to confirm or deny an action involving personal information is not yet completed.

ANNEX A

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT / RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution Department of Foreign Affairs & International Trade Ministère des affaires étrangères et du Commerce International				Reporting period / Période visée par le rapport 1993.04.01 - 94.03.31	
Source →	Media / Médias 70	Academia / Secteur universitaire 7	Business / Secteur commercial 81	Organization / Organisme 14	Public 86

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	258
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	37
TOTAL	295
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visées par le rapport	254
Carried forward / Reportées	41

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	93	6. Unable to process / Traitement impossible	38
2. Disclosed in part / Communication partielle	61	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	42
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	2	8. Treated informally / Traitement non officiel	3
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	6	TOTAL	254
5. Transferred / Transmission	9		

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 13(1)(a)	23	S. Art. 16(1)(a)	7	S. Art. 18(b)	-	S. Art. 21(1)(a)	27
(b)	1	(b)	-	(c)	-	(b)	15
(c)	2	(c)	1	(d)	1	(c)	7
(d)	-	(d)	-	S. Art. 19(1)	47	(d)	5
S. Art. 14	2	S. Art. 16(2)	2	S. Art. 20(1)(a)	4	S. Art. 22	-
S. 15(1) International rel. / Relations intern.	52	S. Art. 16(3)	-	(b)	6	S. Art. 23	2
Defence / Défense	-	S. Art. 17	5	(c)	5	S. Art. 24	-
Subversive activities / Activités subversives	-	S. Art. 18(a)	-	(d)	4	S. Art. 26	-

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68(a)	2	S. Art. 69(1)(c)	-
(b)	-	(d)	-
(c)	-	(e)	-
S. Art. 69(1)(a)	2	(f)	-
(b)	-	(g)	-

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	125
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	65
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	33
121 days or over / 121 jours ou plus	31

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	10	23
Consultation	6	4
Third party / Tiers	1	-
TOTAL	17	27

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	-
Translations prepared / Traductions préparées	-
English to French / De l'anglais au français	-
French to English / Du français à l'anglais	-

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	155
Examination / Examen de l'original	-
Copies and examination / Copies et examen	-

IX Fees / Frais

Net fees collected / Frais net perçus			
Application fees / Frais de la demande	1290.00	Preparation / Préparation	-
Reproduction	3655.30	Computer processing / Traitement informatique	-
Searching / Recherche	2001.00	TOTAL	6946.30
Fees waived / Dispense de frais		No. of times / Nombre de fois	\$
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins	7		\$ 35.00
Over \$25.00 / De plus de 25 \$	-		\$ -

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	* \$ 299,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	* \$ 65,689
TOTAL	* \$ 464,689
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	7.

*Combined figure for Access and Privacy activities. Le total représente l'association de activités de l'accès à l'information





The Secretary of State for External Affairs

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Access to Information Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Access to Information Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the Act. This designation replaces the designation dated July 20, 1992.

SCHEDULE

Position

1. Deputy Minister for International Trade
2. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs
3. Legal Adviser
4. Deputy Legal Adviser
5. Coordinator for Access to Information and Privacy

DATE: January 17, 1994

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Andrew Mitchell".

REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Department of Foreign Affairs & International Trade Ministère des affaires étrangères et du Commerce International	Reporting period Période visée par le rapport 93.04.01 - 94.03.31
--	---

I Requests under the Privacy Act
Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	33
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	8
TOTAL	41
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	40
Carried forward Reportées	1

II Disposition of requests completed
Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	18
2. Disclosed in part Communication partielle	8
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	-
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	1
5. Unable to process Traitement impossible	9
6. Abandoned by applicant Abandon de la demande	-
7. Transferred Transmission	4
TOTAL	40

III Exemptions invoked
Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	-
S. Art. 19(1)(a)	-
(b)	-
(c)	1
(d)	-
S. Art. 20	-
S. Art. 21	1
S. Art. 22(1)(a)	3
(b)	3
(c)	-
S. Art. 22(2)	-
S. Art. 23(a)	-
(b)	-
S. Art. 24	-
S. Art. 25	-
S. Art. 26	7
S. Art. 27	2
S. Art. 28	-

IV Exclusions cited
Exclusions citées

S. Art. 69(1)(a)	-
(b)	-
S. Art. 70(1)(a)	-
(b)	-
(c)	-
(d)	-
(e)	-
(f)	-

V Completion time
Délai de traitement

30 days or under 30 jours ou moins	27
31 to 60 days De 31 à 60 jours	8
61 to 120 days De 61 à 120 jours	2
121 days or over 121 jours ou plus	3

VI Extensions
Prorogations des délais

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Interference with operations Interruption des opérations	3	-
Consultation	1	-
Translation Traduction	-	-
TOTAL	4	-

VII Translations
Traductions

Translations requested Traductions demandées	-
Translations prepared Traductions préparées	-
English to French De l'anglais au français	-
French to English Du français à l'anglais	-

VIII Method of access
Méthode de consultation

Copies given Copies de l'original	26
Examination Examen de l'original	-
Copies and examination Copies et examen	-

IX Corrections and notation
Corrections et mention

Corrections requested Corrections demandées	-
Corrections made Corrections effectuées	-
Notation attached Mention annexée	-

X Costs
Coûts

Financial (all reasons) Financiers (raisons)	
Salary Traitement	* \$299,00
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	* \$165,68
TOTAL	* \$464,68
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	7.

* Combined figure for Access and Privacy activities.
Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.





The Secretary of State for External Affairs

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Privacy Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the designation dated July 20, 1992.

SCHEDULE

	<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1.	Deputy Minister for International Trade	All sections
2.	Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs	All sections
3.	Legal Adviser	All sections
4.	Deputy Legal Adviser	All sections
5.	Coordinator for Access to Information and Privacy	All sections
6.	Heads of post or missions	Paragraph 8(2) (m)

DATE: January 17, 1994